

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article1657>

L'économie sociale et solidaire : une « autre croissance » ?

- Regards -

Date de mise en ligne : jeudi 10 juin 2010

Description :

Pour Jean Gadrey, interrogé par Nord Infos, réseaux de la société civile, initiatives de l'ESS, valeurs de service public, biens communs et réciprocité, institutions et partis politiques, forment les ingrédients d'une économie démocratique.

Rencontres Sociales

[<http://www.nord-social.info/IMG/arton377.jpg>]

Devant 60 à 70 acteurs de l'économie sociale et solidaire de la région lilloise, Jean Gadrey, a développé l'analyse qu'il fait aujourd'hui de la crise économique et sociale. Il expliqua, les solutions, qu'à son avis, l'économie sociale et solidaire peut proposer pour avancer vers un autre monde. Dans son propos, il a mis en évidence les faiblesses, mais aussi les atouts et les forces actuelles de l'économie sociale et solidaire. L'économiste lillois, membre du conseil scientifique d'ATTAC Nord-Social.info a confié, pour publication, une contribution sur sa vision et son point de vue.

1. Que veut dire « une autre croissance » ? Ou plutôt : une autre trajectoire de développement, débarrassée de l'obsession de la croissance matérielle ?

Trois thèses.

Thèse 1. Un progrès social durable est possible sans croissance quantitative.

Préalable essentiel : dire « sans croissance » signifie « sans croissance des QUANTITES » produites. Mais pas sans croissance de la qualité et de la durabilité, sources de progression de valeurs durables, pas sans une vague d'innovations techniques, écologiques et sociales, pas sans dynamisme économique et social. Le problème avec les chiffres de la croissance, on l'ignore en général, c'est qu'ils passent à côté de la plupart des gains de qualité et de durabilité. Ils nous indiquent essentiellement la progression des quantités produites. On peut selon moi avoir du développement économique innovant et riche en emploi sans croissance des quantités.

Comment ? Pour la raison suivante : la plupart des processus de production « propres », les plus doux avec la nature, les plus économes en énergie et en matériaux, en eau, etc. exigent nettement plus d'emplois que les productions polluantes et surexploitant les ressources naturelles. Il faut alors plus d'emplois pour produire la même quantité, mais d'une toute autre qualité, ce qui ne se verra pas dans les chiffres de la croissance. Il s'agit donc de tout sauf d'une régression économique et sociale.

Les exemples abondent. J'en prends un. Si l'on remplace progressivement l'agriculture productiviste et destructrice d'environnement par de l'agriculture bio ou agro-écologie moderne de proximité, il faut nettement plus d'emplois et de valeur ajoutée pour produire les mêmes quantités, mais pour une toute autre qualité et un vrai respect de l'environnement. Il en va de même, comme le montrent le scénario négaWatt et d'autres, pour les énergies renouvelables modernes, pour le bâtiment à faible niveau d'émissions, pour le commerce de proximité moderne, pour développer des activités clés de la durabilité que sont le recyclage, la réparation, la location, l'isolement des habitations... On peut donc, dans de nombreux secteurs, créer beaucoup d'emplois sans croissance des quantités, et c'est déjà le cas !

J'ajoute à ce qui précède les besoins sociaux en services de bien-être et de développement humain associés à des droits universels à (re)conquérir, dans l'éducation, la santé, la justice, la petite enfance, les personnes âgées, les handicapés... On y applique aujourd'hui un productivisme forcené qui détruit la qualité individuelle et collective de ces services.

Certes, il existe une minorité de secteurs où, à l'inverse, des impératifs écologiques, y compris la chute de la

production de pétrole, vont entraîner des réductions de production et d'emploi qu'il vaudrait mieux anticiper et gérer en douceur plutôt que de les subir en catastrophe. Mais ils représentent une très faible part de l'emploi actuel, de l'ordre de 10 à 15 %. Ces conversions sont possibles sans licenciement et en développant et adaptant les compétences, car si on ne laisse pas faire les marchés, si on planifie, c'est une évolution sur 20 ans au moins que l'on peut anticiper et accompagner afin d'éviter des drames sociaux comme on en a connus dans le passé.

Les moyens économiques existent pour cela et un régime de progrès post-croissance n'est pas du tout un état stationnaire ni la décroissance. Au contraire, il implique une nouvelle vague d'innovations, mais d'un type anti-productiviste, soumises à délibération citoyenne et à des « bilans sociaux et écologiques ».

Thèse 2. Pour concilier le « halte à la croissance quantitative » et le bien-être pour tous, il faut réduire fortement les inégalités mondiales et nationales. On ne peut résoudre la crise écologique sans cela.

Il reste en effet une condition centrale pour qu'une telle réorientation de la production puisse marcher. Il faut que les biens et services « durables » soient accessibles à tous, et pas seulement à une minorité ou même à la moitié. Car, étant plus riches en travail, ils sont, forcément, relativement plus chers que les produits du système productiviste, donc inaccessibles à beaucoup. On ne pourra donc pas s'en sortir sans réduire fortement les inégalités, dans le monde et chez nous.

Thèse 3. La prospérité sans la croissance matérielle peut se repérer par la croissance d'autres indicateurs.

Qu'est-ce qui ferait la qualité de vie individuelle et collective dans un scénario post-croissance ? On ne peut pas valoriser unilatéralement la frugalité généralisée ou les « sacrifices » à consentir. Le « mieux durable » sans croissance matérielle globale est une combinaison de « moins » et de « plus », de décroissance du nuisible et de croissance de choses appréciables.

La société des « plus »

Voici une liste non exhaustive des « plus » qu'on peut et doit attendre d'une trajectoire post-croissance. On peut viser :

[-] plus de biens et services publics associés à des droits universels, accessibles à tous, gratuits ou selon des tarifs assurant la gratuité jusqu'à un certain seuil d'usage durable (eau, transports collectifs propres, denses et pratiques...)

;

[-] plus d'activités et services où l'on prend soin des gens et de leurs droits (petite enfance, personnes âgées, handicapés...)

;

[-] plus de logements sociaux de qualité, isolés, à faible consommation d'énergie ;

[-] plus de biens durables qui durent longtemps et qu'on peut réparer, réhabiliter, rénover et recycler ;

[-] plus d'alimentation saine, issue de processus propres et de proximité ;

[-] plus de commerces et de loisirs de proximité, sous des modalités plus coopératives, en lien plus direct avec les producteurs ; plus de coopératives d'artisans, de TPE et PME...

[-] plus de gens en bonne santé et ayant reçu une éducation élargissant leurs « capacités de choix de vie » ;

[-] plus de temps libre choisi et plus de relations sociales, amicales et familiales ;

[-] plus d'air pur en ville et de qualité des eaux ;

[-] plus d'espaces naturels reconquis et de biodiversité ;

[-] plus de sens au travail, réorienté en fonction de son utilité écologique et sociale et non de sa contribution à l'expansion des marchés ;

[-] plus d'égalité des revenus, des patrimoines, entre les femmes et les hommes, entre pays...

[-] plus de solidarité, de coopération et de lien social du local au mondial, plus d'économie sociale et solidaire ;

[-] plus de sécurité sociale et professionnelle ;

[-] plus de démocratie sous diverses formes et de participation citoyenne aux délibérations politiques et aux décisions économiques.

Cette liste indique simplement que nombre de composantes d'un régime post-croissance peuvent donner lieu à des indicateurs de « plus », à l'opposé de la vision sacrificielle présentant souvent la soutenabilité comme un retour au passé.

2. Les atouts de l'ESS dans une telle perspective.

La société civile, principale force motrice

L'histoire des trente dernières années peut conduire à penser que le capitalisme financier, celui qui mène la danse au nom de la croissance, n'a cessé de gagner en influence, contre les défenseurs des valeurs de solidarité et des biens communs. Or il faut nuancer ce constat car, simultanément, la contestation a elle aussi pris de l'ampleur et produit de nombreux effets, le moindre n'étant pas l'évolution politique du continent Sud-Américain et notamment l'influence qu'y ont des réseaux de citoyens.

Qui est à l'origine de la contestation et de l'espoir d'un « autre monde » ? Sans le moindre doute, depuis les années 90, ce sont les réseaux formels et informels de ce qu'on appelle la société civile mondiale. Il s'agit d'un terme un peu vague, utilisé ici pour désigner les collectifs, forums, associations et mouvements volontaires de citoyens (dont les syndicats) et les ONG (organisations non gouvernementales). Ils ont, de façon inégale, gagné en influence et en capacité de mobilisation dans le monde. Ils sont intervenus auprès des pouvoirs politiques et des pouvoirs économiques, par des campagnes de sensibilisation, des manifestations, des pétitions, des actions de formation ou d'éducation populaire.

Cela ne veut pas dire que les institutions plus classiques, dont les partis politiques, sont devenues obsolètes ou inutiles dans la perspective d'un changement de « modèle ». Mais il est parfaitement clair que, depuis dix ou quinze ans, les principales avancées sociales, environnementales et de la démocratie dans le monde ont été réalisées à la suite des pressions de la société civile sur les pouvoirs publics et économiques.

Qui, dans votre région ou sur votre territoire, met ces questions d'avenir en débat, fait signer des pétitions, organise des projections de films ou des pièces de théâtre qui font réfléchir aux enjeux hors de la pensée unique et du dogme de la-croissance-qui-va-tout-régler ? Les partis politiques ? Parfois. Rarement. Trop souvent, il faut les bousculer et les faire sortir de leurs enjeux électoraux, préélectoraux et post-électoraux pour avancer avec eux, ce qui est pourtant nécessaire.

L'économie sociale et solidaire, pilier à conforter

Il faut alors distinguer deux choses. D'une part les valeurs et les principes fondateurs. D'autre part, les pratiques. S'agissant des valeurs, le compte est plutôt bon. Des principes démocratiques de gestion interne tel que « une personne, une voix » dans les coopératives. Un principe de non lucrativité ou de lucrativité très réduite, qui interdit par exemple le diktat de la performance financière vu la rémunération faible ou nulle du capital. Des excédents mis partiellement en réserve impartageable, ce qui favorise pérennité et vision de long terme. Ces principes démocratiques favorisent des échelles de salaires bien moins inégalitaires qu'ailleurs.

Mais surtout, au-delà de ces règles internes, il faut mentionner des objectifs statutaires de finalités sociales et collectives qui privilégient ce qu'on appelle parfois l'utilité sociale et non le consumérisme, avec souvent une exigence de participation active des membres et des bénéficiaires de ces activités. Ajoutons pour faire bonne mesure la présence inégale, mais globalement importante, de bénévoles : 14 millions en France. Et, autre aspect positif, un développement avec et pour les territoires, jouant le plus souvent sur la proximité et les liens directs, auquel il faut ajouter un potentiel d'innovation et d'entrepreneuriat alternatif.

On ne peut qu'être impressionné par la liste, pourtant loin d'être exhaustive, des domaines d'intervention de ces organisations... Une telle liste est manifestement en phase avec les objectifs d'une société solidaire post-croissance.

L'ESS représente 10 % des emplois en France. L'emploi salarié de l'ESS a progressé de 17 % entre 2000 et 2008, soit 328 000 emplois ajoutés.

3. Les limites de l'ESS, dont la question de la mobilisation collective.

Toutes ces caractéristiques sont éminemment favorables à un projet de société du bien vivre débarrassé de la logique de l'accumulation incessante et de la croissance de n'importe quoi pourvu que cela rapporte des profits. Mais quand on passe des principes aux pratiques, il faut mettre des bémols, sans pour autant annuler les constats précédents.

D'abord, l'ESS vit dans un environnement souvent hostile, en tout cas de la part des grandes entreprises privées et des ultra-libéraux au pouvoir en France et à la Commission européenne. Elle est actuellement menacée de toute part. Elle partage ce sort avec la plupart des services publics. Des directives européennes et des circulaires françaises en cours visent à en réduire l'influence dans l'économie, pour ne laisser subsister que sa fraction plus ou moins caritative. Les financements publics se tarissent. De grandes associations d'aide à domicile ou de formation

mettent la clé sous la porte. La logique de la mise en concurrence par les prix les plus bas ne leur permet pas de valoriser leurs apports sociétaux multiples, ceux qui ne se mesurent pas en euros. Cette même logique réduit ou annule leurs financements pérennes. Tout cela s'est aggravé en France au cours des dernières années.

Ensuite, l'ESS subit une autre influence néfaste au regard de ses valeurs, celle de la contagion des logiques d'entreprises capitalistes et de leurs marchés. Des dérives sont apparues par exemple dans de grandes mutuelles ou banques coopératives, prises au jeu pervers de la spéculation financière et abandonnant de fait toute gestion coopérative ou mutualiste.

Les valeurs démocratiques sont parfois mises à mal par des dirigeants ou des technocraties qui, à défaut de rechercher des bénéfices monétaires, confisquent le pouvoir. Il y a peu de femmes parmi les dirigeants (plus toutefois que dans les grandes entreprises capitalistes). Et la situation de forte dépendance financière de certaines associations vis-à-vis de pouvoirs publics qui les considèrent parfois comme des sous-traitants ordinaires ne favorise pas l'accomplissement de leurs missions d'intérêt général. Il existe beaucoup d'emplois atypiques parmi les salariés.

Enfin, dernier bémol et non des moindres, la capacité de mobilisation collective des organisations de l'ESS, y compris celles qui portent haut et fort des valeurs de solidarité et qui agissent au quotidien en ce sens, sont d'une grande faiblesse, à de rares exceptions près. J'attends le moment où les associations et leurs membres et réseaux descendront dans la rue par dizaines de milliers pour se défendre collectivement et pour proposer leurs solutions. Ce n'est certes pas la seule forme d'action, mais pour prendre conscience de sa force, il n'existe rien de mieux. Les pétitions et le lobbying ont leurs limites.

Cela dit, on constate, avec la crise, une tendance à ce que des acteurs de l'ESS se présentent, plus qu'avant, comme une force de transformation et de « changement de cap », pour reprendre les termes des remarquables « 50 propositions » du labo de l'ESS, présidé par Claude Alphanhéry. On peut penser que cette inflexion ne fait que commencer. D'une certaine façon, il faut aussi « compter sur la crise », si l'on s'en saisit, pour des prises de conscience écologiques, sociales, démocratiques et politiques. L'ESS peut être un acteur majeur d'une bifurcation comme l'écrivent les « militants » du labo de l'ESS, si elle parvient à revivifier ses valeurs. Alors que presque tout entre en crise, elle pourrait démontrer que ses pratiques démocratiques constituent des alternatives anticrises susceptibles de faire tache d'huile.

Conclusion : le potentiel transformateur de l'ESS et de la société civile, moyennant des alliances.

Les services publics, autre pilier, dans certaines conditions

Que l'ESS et les services publics soient simultanément la cible du libéral-croissancisme signifie que ces activités représentent, aux yeux des acteurs dominants du capitalisme, d'une part des sphères économiques à mettre sous leur coupe et sous celle des marchés, et, d'autre part, des domaines de résistance à faire tomber. L'intérêt général et la définition de besoins collectifs, qui sont les grands principes des services publics, ne font pas bon ménage avec ceux des actionnaires. Qu'un service public puisse faire autant ou plus pour des gens à faibles revenus que pour les riches est incompatible avec la notion même d'équilibre marchand concurrentiel.

Cela dit, l'histoire des services publics est riche en épisodes où leurs dirigeants et cadres supérieurs ont confondu les besoins de la population avec une vision typiquement croissanciste et techno-scientifique du progrès. Les services publics français sont à la fois victimes du néolibéralisme en Europe et chez nous, et victimes de l'absence de démocratie dans leurs stratégies de développement.

Et pourtant on a de bonnes raisons de les défendre et de vouloir les démocratiser. Sur le plan écologique afin qu'ils investissent - eux seuls en sont vraiment capables - dans les infrastructures « vertes » de l'avenir, et sur le plan social parce qu'il est possible d'y faire prévaloir des principes d'égalité d'accès à des services constitutifs d'une citoyenneté moderne. Et il nous faudrait d'ailleurs de nouveaux services publics liés au monde associatif, via des coopérations pérennes et équilibrées, pour la petite enfance, les personnes âgées, les personnes handicapées, etc.

Le relais des initiatives citoyennes par de grandes institutions existantes ou à créer est une condition sine qua non de succès d'une transition post-croissance. Le local et l'informel, essentiels pour que les esprits et les pratiques évoluent, ont leurs limites en termes de débouchés, c'est-à-dire de nouvelles règles du jeu. Ainsi que l'écrit Susan George, « la faim dans le monde est provoquée par une instabilité des prix imprévisible, et qui n'a pas grand-chose à voir, ou rien du tout, avec les conditions locales ». Il faut une « authentique solution globale à cette calamité ». C'est vrai pour tous les grands enjeux mondiaux. Le film de Coline Serreau « Solutions locales pour un désordre global » fait réfléchir et valorise à juste titre les initiatives de la « base ». Mais on ne s'en sortira pas par le « tout local ».

La convergence est possible, du local à l'international, pour sortir d'une crise systémique qui sera probablement longue, entre les mille réseaux de la société civile, les mille initiatives de l'ESS, les valeurs de service public, de biens communs et de réciprocité, et des institutions et partis politiques démocratisés. On pourrait alors parvenir à une plateforme d'idées permettant de mettre en place un programme alternatif au libéral-croissancisme, dont les citoyens devraient se mêler au quotidien. Tous ces piliers de la démocratie sont nécessaires, à condition de les démocratiser.

Jean Gadrey